

Memorial

des

Großherzogthums Luxemburg.



MEMORIAL

DU

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Mittwoch, 12. Mai 1858.

N^o 14.

MERCREDI, 12 mai 1858.

RAPPORT

du Conseil d'État sur le projet par lui présenté d'un arrêté royal grand-ducal pour régler la procédure à suivre en matière contentieuse.

(Extrait d'un rapport embrassant encore un autre objet.)

Le Conseil d'État a surtout cru devoir maintenir, pour autant qu'il était possible, les propres termes et même les numéros des articles du décret-règlement de procédure du 22 juillet 1806, afin de conserver en même temps non seulement la jurisprudence par laquelle l'application en est éclairée en France par l'expérience d'une longue pratique, mais encore la facilité des recherches pour consulter et étudier cette jurisprudence.

Il pense donc n'avoir à donner des explications, pour autant qu'elles peuvent être nécessaires pour les faire comprendre et apprécier, que sur les modifications qu'il croit devoir apporter à des dispositions législatives ou réglementaires françaises et sur les dispositions nouvelles qu'il croit devoir y substituer ou ajouter, pour les approprier à l'usage du Conseil d'État du Grand-Duché.

Quant au projet d'arrêté royal grand-ducal, réglant la procédure en matière contentieuse au Conseil d'État, le Conseil propose d'abord, en outre de l'omission à la fin de l'art. 16 du décret-règlement de 1806, de la phrase : « *Le rapport du ministre ne sera pas communiqué* » ; de simples changements de rédaction qui consistent dans le remplacement à l'art. 7 de ce décret du terme *jugement* par celui d'*arrêt*, — aux art. 15 et 52 du mot *décret* par celui d'*arrêté* ; — à l'art. 44 des mots : « *auront conformément à Notre décret du 11 juin dernier* », par ceux : « *nommés en conformité de l'art. 8 de Notre ordonnance du 28 juin 1857, auront* » ; — aux articles 2, 3, 4, 15, 19, 20, 21, 26, 27, 29, 30, 43 et 50 des qualifications « *d'auditeur et de maître des requêtes* », par celle de « *membre du comité de contentieux* » ; — de celles de « *section ou commission du contentieux et de Conseil d'État* », par celle de « *comité du contentieux* » ; — de celle de « *grand-juge (garde des sceaux)* », tant par celle de « *président* », que par celle de « *comité du contentieux* », aux articles 9, 14 et 25, parce que dans les cas y prévus, les attributions appartenant au grand-juge ou garde des sceaux, non en sa qualité de président du Conseil d'État, mais en celle de ministre de la justice, doivent être reportées non pas au président du comité du contentieux, mais à ce comité même, d'après le droit commun des corps judiciaires ; et à l'intitulé de la section II et au susdit art. 16 des mots : « *sur le rapport d'un ministre* », par ceux plus gé-

néraux : « *de la part du Gouvernement* » ; ainsi que dans l'intercalation, à la fin de l'art. 7, du mot « *adverse* » après celui de « *partie* » ; — au même art. 16, après les mots « *remise faite* », de ceux : « *au secrétariat, par l'intermédiaire du (président)* » ; et à l'art. 17, avant le mot « *dépôt* », de ceux : « *l'avis par le président du* » (dépôt).

Pour ce qu'il en est des autres modifications, le Conseil va les expliquer sommairement, dans l'ordre des articles dans lesquels il croit devoir les proposer.

A l'art. 1^{er}, il propose d'ajouter un § final portant que « *sont dispensés du ministère d'avocat les recours contre des décisions rendues en matière de contributions directes* », parce que cet article pose en principe la nécessité de ce ministère pour toute partie, tandis que les frais en seraient trop en disproportion avec les intérêts à défendre dans la plupart des cas de recours en cette matière. Il s'ensuit de là que si la même dispense devait encore être accordée dans d'autres matières, il faudrait y pourvoir, dans chaque cas, par une disposition analogue particulière corrélatrice à celle d'autorisation du recours au Conseil d'État.

A cette occasion le Conseil a délibéré sur la question de savoir si le ministère d'avocat est obligatoire à moins de dispense formelle, et si cette dispense doit être formulée : a) pour le Gouvernement royal grand-ducal, pour les membres du Gouvernement et pour les autorités agissant de sa part ; b) pour les communes ; et c) pour les établissements publics ; et il a résolu cette question dans le sens,

1^o Que le Gouvernement, y compris les fonctionnaires qui le composent et tous ceux qui n'agissent que de sa part, doit être comme il a toujours été dispensé du ministère d'avocat, sans qu'il soit besoin de formuler plus qu'elle ne l'a jamais été, cette dispense qui ne peut que sembler résulter suffisamment de ce que, tant dans le décret-règlement de 1806, que dans le projet proposé d'arrêté-règlement, la disposition de l'art. 1^{er} exigeant la signature d'un avocat, fait partie de celles de la section I intitulée : « *des instances introduites au Conseil d'État à la requête des parties* », et non de celles de la section II intitulée : « *dispositions particulières aux affaires contentieuses, introduites sur le rapport d'un ministre* », (d'après le décret) ou « *de la part du Gouvernement* » (d'après le projet d'arrêté) ;

2^o Que les communes ne pouvant être considérées comme agissant de la part du Gouvernement ni placées par conséquent sous l'application des dispositions particulières de ladite section II, mais agissant comme parties et ne pouvant qu'être réputées telles, sont par là même soumises aux dispositions de la susdite section I et partant à la nécessité du ministère d'avocat, et qu'elles ne peuvent aussi que sembler en avoir d'autant plus besoin, qu'à défaut de partie adverse proprement dite, elles ont toujours un contradicteur dans le Gouvernement, et que pour pouvoir lutter contre les talents dont celui-ci dispose, elles ne peuvent guère se passer d'une assistance qui, d'après le tarif, leur coûtera probablement moins de la part d'un avocat au Conseil d'État, que de celle de tout autre défenseur anonyme ; et

3^o Qu'il en est, et à plus forte raison, des établissements publics comme des communes.

En ne reproduisant pas dans les articles 4, 12, 21, 30 et 34 du projet d'arrêté, les dispositions des mêmes articles du décret-règlement de 1806, d'après lesquelles la communication de la requête à la partie adverse, ne devant avoir lieu qu'en vertu d'une ordonnance du grand-juge (ou du garde des sceaux ministre de la justice), président du Conseil d'État et en tout cas qu'après admission du recours, le Conseil propose d'en revenir au droit commun et à la pratique judiciaire générale, en ne laissant plus statuer préalablement et d'office par le comité du contentieux sur l'admissibilité ou le rejet de toute

requête en recours, parce que ce mode de procéder, s'il peut avoir l'avantage de hâter parfois une décision facile sur un pourvoi évidemment non recevable ou mal fondé, peut avoir aussi l'inconvénient de produire d'autres fois des résolutions trop hâtées et non suffisamment réfléchies, telles qu'elles n'auraient pas été prises après audition contradictoire des parties intéressées.

Au même art. 4 et à l'art. 13; le Conseil propose d'accorder, pour répondre, un délai uniforme d'un mois au lieu de celui de *quinze jours, d'un mois ou de deux mois*, selon l'éloignement de Paris de sa demeure en France, à la partie qui demeure dans le Grand-Duché, et une augmentation uniforme aussi d'un mois au lieu du délai réglé par l'art. 73 du Code de procédure civile, pour la communication du recours à la partie adverse, dans les cas prévus par les art. 11 et 12, si le recourant demeure hors du Grand-Duché, comme aussi d'ajouter audit art. 4, que toute communication à faire hors du Grand-Duché doit avoir lieu dans la forme spécialement prescrite chez nous pour les significations en matière judiciaire civile.

Il propose le maintien de l'art. 11 du décret-règlement de 1806, après une longue délibération sur le point de savoir, s'il ne faudrait pas y faire suivre le mot final « *notifiée*, » de ceux « *par acte d'huissier*, » c'est-à-dire, y substituer la signification judiciaire à la notification administrative, à cause de l'incertitude de la date de celle-ci, parce que la jurisprudence qui pourra servir également chez nous, paraît avoir suppléé suffisamment en France, au défaut de règle générale sur le mode de notification administrative, pour le cas où ce mode n'est pas déterminé par les lois particulières autorisant le recours au Conseil d'État.

Toutefois le Conseil croit devoir recommander particulièrement à l'attention du Gouvernement l'importance, la nécessité même de faire veiller et au besoin même de pourvoir à ce que les décisions susceptibles de pouvoir être déférées au Conseil d'État, soient toujours notifiées administrativement, de manière à ne pouvoir laisser aucun doute, ni par conséquent aucune matière à contestation sur la date de la notification, à partir de laquelle date doit être compté le délai pour exercer le recours.

Le Conseil pense devoir proposer aussi le maintien de l'art. 40, mais en le modifiant en ce sens, que dans le cas y prévu, l'affaire non contentieuse, sur laquelle le Conseil d'État aurait déjà délibéré, ne puisse plus être renvoyée qu'au Conseil d'État même, à fin de nouvel examen, et non plus comme en France, soit à une section du Conseil d'État, soit à une commission, parce que les membres peu nombreux de notre Conseil d'État doivent toujours délibérer tous ensemble, à moins d'empêchement.

Le Conseil croit utile de suppléer dans l'arrêté-règlement de procédure, au silence du décret-règlement de 1806, sur la condamnation aux dépens et sur leur compensation facultative; et il propose à cet effet, d'ajouter à l'art. 41 une disposition initiale qui statue sur ce double point, selon le droit commun, dans les termes suivants :

« S'il y a plus d'une partie dans l'instance, celle qui succombe est condamnée aux dépens envers les autres. Les dépens peuvent être compensés entre les parties qui succombent respectivement. »

Le Conseil fait observer qu'il ne peut que sembler en résulter suffisamment que la condamnation aux dépens ou leur compensation ne peut avoir lieu qu'entre des parties, et non entre des parties et le Gouvernement ou les fonctionnaires et les autorités agissant de la part du Gouvernement.

Les règlements antérieurs relatifs aux avocats et applicables aux procédures au Conseil d'État, maintenus provisoirement par le dit art. 41, quant aux dépens, ont été remplacés en France par un tarif annexé à une ordonnance du 18 — 23 janvier 1826, et établi d'après les anciens tarifs de 1738 et 1799; et le Conseil trouvant les prévisions de ce nouveau tarif suffisantes et ses allocations assez

modérées pour pouvoir être adoptées chez nous, au moins provisoirement jusqu'à ce que l'expérience de son application puisse faire apprécier les modifications dont il serait susceptible pour l'adopter définitivement à l'usage de notre pays, propose de rédiger en ce sens, le § 2 du susdit art. 41 dans les termes suivants : « En attendant qu'il y soit pourvu définitivement, les dépens et frais sont réglés par le tarif qui se trouve annexé au présent règlement et en fait provisoirement partie intégrante, » et de conserver le tarif même précité de 1826 sans autres changements que ceux consistant,

Pour le n° 1, à supprimer la première allocation pour frais de port de lettres et paquets, lorsque la partie demeure à Luxembourg au lieu de Paris ou d'une distance de cinq myriamètres au plus, et à maintenir tant pour tout le Grand-Duché, la seconde allocation du même chef pour une partie de la France, que la troisième allocation pour le cas de la demeure de la partie hors du Grand-Duché;

Pour le n° 8, à faire suivre les mots « pour la comparution d'un avocat » de ceux : « à la séance du comité du contentieux ou », par suite de la modification proposée en ce sens, de l'art. 44 de l'arrêté-règlement de procédure;

Pour les art. 15 et 16, à les réunir ensemble dans la teneur suivante d'un n° 15 nouveau : « Expédition des ordonnances du président du comité du contentieux, autres que celles de nomination d'un rapporteur qui ne peuvent être expédiées ni notifiées, et des ordonnances du comité même autres que celles mentionnées au n° 17 ci-après »;

À substituer par suite de la suppression d'un n° le n° 16 au n° 17, le n° 17 au n° 18, etc.

Pour les n° 18 et 19 anciens (17 et 18 nouveaux), à y remplacer le mot *signature* par celui de *délivrance*, à supprimer au premier le mot *expédition* avant ceux d'une ordonnance, et à y faire suivre ces derniers mots de ceux : « tous droits d'expédition compris. »

Le Conseil propose avec le maintien de l'art. 44 du décret-règlement de 1806, sauf la substitution après les mots : Les avocats en notre Conseil d'État, de ceux : « nommés en conformité de Notre ordonnance du 28 juin dernier, auront »; à ceux : « auront conformément à notre décret du 11 juin dernier, » d'y ajouter un second et nouveau paragraphe, pour étendre dans les mêmes termes aux avocats au Conseil d'État, le droit reconnu par l'art. 15 §§ 2 et 4, de l'ordonnance organique, aux membres du gouvernement et à leurs délégués, d'avoir entrée au comité du contentieux et d'y être entendus dans leurs observations, sans pouvoir assister aux délibérés, parce que l'exclusion de la publicité des séances du comité du contentieux par l'art. 18 de cette ordonnance, ne lui semble pas devoir emporter nécessairement aussi celle des avocats ni même celle des parties accompagnant les avocats pour pouvoir donner des explications en cas de besoin, et parce que l'équité lui semble commander d'autant plus impérieusement pour l'égalité des droits, d'admettre aussi les avocats à pouvoir présenter des observations orales après le rapport.

Le Conseil ne croit pas pouvoir proposer à l'art. 48, de dispenser les parties de la nécessité du papier timbré, comme de celle du ministère d'avocat à l'art. 1^{er}, mais il pense devoir cependant signaler cet objet à l'attention du gouvernement pour y pourvoir exceptionnellement, s'il y a lieu, dans les cas où l'intérêt du recours ne serait pas en proportion avec les frais augmentés de ceux du papier timbré qu'il y faudrait employer.

Enfin le Conseil propose de restreindre à l'art. 51 le service des huissiers au Conseil d'État, à la ville et au canton de Luxembourg au lieu de Paris, parce que l'art. 42 défend d'employer dans la liquidation des dépens aucuns frais de voyage d'huissier au delà d'une journée.

Il pense ne devoir ni pouvoir proposer aucune disposition transitoire, par le motif que l'art. 34 de l'ordonnance organique, en décrétant que cette ordonnance « n'entrera en vigueur, en ce qui concerne les attributions en matière contentieuse », qu'à partir de l'installation du comité du contentieux, ne peut que sembler exclure toute compétence de ce comité pour statuer sur des recours contre des décisions rendues avant sa dite installation, et qu'il n'y a pas dans le Grand-Duché, sur cette matière, de dispositions législatives ou réglementaires à l'égard desquelles il faille décider si elles sont abrogées par celles du nouveau règlement de procédure ou maintenues pour autant qu'elles n'y soient pas contraires.

Rapport du Gouvernement

à Son Altesse Royale le Prince Lieutenant-Représentant du Roi Grand-Duc, sur le même projet d'arrêté.

Monseigneur,

Nous avons l'honneur de soumettre très-respectueusement à la sanction de Votre Altesse Royale un projet d'arrêté, ayant pour objet de régler, conformément à l'art. 19 de la loi du 28 juin 1857, la procédure à suivre devant le Conseil d'État en matière contentieuse.

Ce projet, calqué sur le décret du 22 juillet 1806, a été préparé par le Conseil d'État, dont le rapport annexé au présent, explique, outre les légers changements faits au décret de 1806, le sens et la portée de plusieurs dispositions.

Nous nous rallions entièrement au projet et au rapport du Conseil d'État, sauf que nous sommes du très-respectueux avis de supprimer le § 2 de l'art. 44 du projet, relatif aux avocats attachés au comité du contentieux. Le dit paragraphe est conçu comme suit :

« Ils (les avocats) auront entrée dans ce comité, en s'y faisant au besoin accompagner de leurs parties, » et ils y seront entendus dans leurs observations après le rapport, mais ils n'assisteront pas aux délibérés. »

Cette disposition, qui ne se trouve d'ailleurs pas dans le décret de 1806, ne semble pas en harmonie avec l'art. 13 de la loi organique du 28 juin 1857, d'après lequel les séances du comité du contentieux, comme celles du Conseil d'État, *ne sont pas publiques*.

Le Conseil d'État a pensé que le droit reconnu par l'art. 13 de la loi aux membres du gouvernement ou à leurs délégués, d'avoir entrée au comité du contentieux et d'y être entendus dans leurs ob-

servations, peut équitablement être étendu aux avocats ou à leurs parties. Mais il est à remarquer que, si ce droit est accordé au gouvernement, c'est qu'il n'est pas partie et qu'il représente la société. Sous l'empire de la loi du 25 septembre 1840, réglant la procédure en cassation, l'instruction se faisait aussi par mémoires, à l'exclusion des plaidoiries ; cependant le procureur-général, représentant le ministère public, assistait aux séances de la Cour de cassation jusqu'au moment où commençait le délibéré, et il pouvait développer oralement ses conclusions, même dans les affaires où il intervenait comme demandeur ou comme défendeur. La position du gouvernement dans les affaires soumises au comité du contentieux, est analogue à celle du procureur-général devant la Cour de cassation, telle qu'elle était réglée par la procédure de 1840.

Nous sommes etc.

Les membres du Gouvernement :

SIMONS, *Ministre d'État, président.*

WURTH-PAQUET, *directeur-général de l'intérieur.*

AUGUSTIN, *directeur-général de la justice et des finances.*

König-Großherzogl. Beschluß vom 24. April 1858, durch welchen das Verfahren in Streitfachen vor dem Staatsrath vorge-schrieben wird.

Wir **Wilhelm III.**, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.

Haben ;

Nach Einsicht des Art. 3 § 1 Unserer Verordnung vom 28. Juni 1857 über die Einrichtung des Staatsrathes, also lautend :

„Ein besonderes Comité des Staatsrathes hat „über die Conflicte, über die Fragen, welche die „Gefegmäßigkeit der allgemeinen Reglements und „Beschlüsse betreffen, über die administrativen „Streitigkeiten und über die denselben gleichge- „achteten Gegenstände zu berathschlagen.“

Nach Einsicht der Art. 26 bis 33 Unserer vor- genannten Verordnung über die Befugnisse des Comites für Streitfachen ;

Arrêté royal grand-ducal du 24 avril 1858, ré- glant la procédure en matière contentieuse devant le Conseil d'État.

Nous **GUILLAUME III.**, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.

Vu l'article 3, § 1^{er}, de Notre ordonnance du 28 juin 1857, portant organisation du Conseil d'État, lequel est ainsi conçu :

« Un comité spécial du Conseil d'État est chargé „ de délibérer sur les conflits, sur les questions con- „ cernant la légalité des règlements et arrêtés géné- „ raux, sur le contentieux administratif et sur les „ matières qui lui sont assimilées ; »

Vu les articles 26 à 33 de Notre susdite ordon- nance, relatifs aux attributions du comité du con- tentieux ;

Nach Einsicht des Art. 19 derselben Verordnung, welcher bestimmt:

„Das Verfahren, welches bei Streitsachen zu beobachten ist, wird durch König-Großherzoglichen Beschluß angeordnet.“

Auf den Bericht Unserer Regierung des Großherzogthums vom 16. April 1858;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Beschlossen und beschließen:

Erstes Kapitel.

Ueber die Einführung und Instruction der Prozesse.

Sect. I.

Von den Prozessen, welche beim Staatsrath auf Betreiben der Parteien eingeführt werden.

Art. 1.

Der Recurs der Parteien an den Staatsrath in Streitsachen geschieht mittels eines Gesuches, welches von einem Advocaten beim Staatsrath unterzeichnet ist.

Dieses Gesuch muß enthalten die kurze Darstellung der Thatfachen und Mittel, die Anträge, Namen und Wohnort der Parteien und Angabe der Schriftstücke, deren man sich zu bedienen gedenkt und welche beizufügen sind.

Die Zuziehung eines Advocaten ist nicht erforderlich beim Recurs gegen Entscheidungen, welche in Bezug auf directe Steuern erfolgt sind.

Art. 2.

Die Gesuche, sowie überhaupt alle Stücke, welche von den Parteien vorgebracht werden, sind im Secretariat des Staatsrathes abzugeben. Dort werden sie in ein Register eingeschrieben nach der Reihenfolge ihres Datums, sowie ihre Einhändigung an das Mitglied des Comites für Streitsachen, welches vom Präsidenten mit der Vorbereitung der Instruction beauftragt ist.

Vu l'article 19 de Notre même ordonnance, lequel est de la teneur qui suit:

« La procédure à suivre en matière contentieuse » est réglée par un arrêté royal grand-ducal »;

Sur le rapport de Notre Gouvernement du Grand-Duché, en date du 16 avril 1858;

Notre Conseil d'État entendu;

Avons arrêté et arrêtons:

CHAPITRE I^{er}.

De l'introduction et de l'instruction des instances.

SECTION I.

Des instances introduites au Conseil d'État à la requête des parties.

Art. 1.

Le recours des parties au Conseil d'État en matière contentieuse sera formé par requête signée d'un avocat au Conseil.

Cette requête contiendra l'exposé sommaire des faits et des moyens, les conclusions, les noms et demeures des parties, l'énonciation des pièces dont on entend se servir et qui y seront jointes.

Sont dispensés du ministère d'avocat les recours contre des décisions rendues en matière de contributions directes.

Art. 2.

Les requêtes et en général toutes les productions des parties seront déposées au secrétariat du Conseil d'État; elles y seront inscrites sur un registre suivant leur ordre de dates, ainsi que la remise qui en sera faite au membre du comité du contentieux nommé par le président pour préparer l'instruction.

Art. 3.

Der Recurs an den Staatsrath hat keine aufschiebende Wirkung, wenn nicht vom Comité für Streitsachen das Gegentheil verfügt wird.

Art. 4.

Das Gesuch wird den Parteien persönlich oder in ihrer Wohnung durch einen Gerichtsvollzieher-Act mitgetheilt, welcher zugleich im Original im Secretariat des Staatsrathes nach Vorschrift des obigen Art. 2 hinterlegt werden muß.

Die Parteien sind verbunden, in der Frist eines Monats von der erwähnten Mittheilung an zu antworten und ihre Vertheidigungsmittel vorzubringen. Wohnen sie außerhalb des Großherzogthums, so wird ihnen das Gesuch in der Weise mitgetheilt, welche für die Significationen in Civilproessen vorgeschrieben ist; die Parteien sind verbunden zu antworten und ihre Vertheidigungsmittel vorzubringen innerhalb der Fristen, welche vom Präsidenten des Comites für Streitsachen nach Maßgabe des Falles festgestellt werden; und die Verordnung des Präsidenten, welche unter das Gesuch zu setzen ist, muß den Parteien mit diesem zugestellt werden.

In den vorläufigen oder dringenden Angelegenheiten können die Fristen vom Präsidenten des Comites für Streitsachen abgekürzt werden.

Art. 5.

Vorbehaltlich der Fälle in den hierunter folgenden Art. 16 und 17 gilt die Unterzeichnung des Gesuches durch den Advocaten, es sei bei der Klage oder der Vertheidigung, zugleich als Bestimmung und Erwählung des Wohnortes bei diesem Advocaten.

Art. 6.

Der Kläger kann binnen vierzehn Tagen nach der eingebrachten Vertheidigung ein zweites Gesuch eingeben und der Gegner auf dasselbe binnen neuen vierzehn Tagen antworten.

Art. 3.

Le recours au Conseil d'État n'aura point d'effet suspensif, s'il n'en est autrement ordonné par le comité du contentieux.

Art. 4.

La requête sera communiquée aux parties intéressées, à personne ou domicile, par un acte d'huissier qui sera déposé simultanément en original au secrétariat du conseil, en conformité de l'article 2 qui précède.

Ces parties seront tenues de répondre et de fournir leurs défenses dans le délai d'un mois à dater de la dite communication. Si elles demeurent hors du Grand-Duché, la requête leur sera communiquée dans la forme prescrite pour les significations en matière judiciaire civile; les parties seront tenues de répondre et de fournir leurs défenses dans les délais qui seront déterminés, comme au cas il appartiendra, par le président du comité du contentieux dont l'ordonnance à consigner au bas de la requête devra leur être communiquée avec celle-ci.

Dans les matières provisoires ou urgentes, les délais peuvent être abrégés par le président du comité du contentieux.

Art. 5.

Sauf ce qui est statué aux articles 16 et 17 qui suivent, la signature de l'avocat au bas de la requête, soit en demande, soit en défense, vaut constitution et élection de domicile chez lui.

Art. 6.

Le demandeur pourra, dans la quinzaine après les défenses fournies, donner une seconde requête, et le défendeur répondre dans la quinzaine suivante.

Mehr als zwei Eingaben von jeder Partei, das einführende Gesuch mitgerechnet, sind nicht statthaft.

Art. 7.

Geht der Prozeß gegen mehrere Parteien, von denen die einen ihre Vertheidigungsmittel geliefert haben, die andern aber mit denselben ausgeblieben sind, so wird hinsichtlich Aller durch ein einziges Urtheil entschieden.

Art. 8.

Die Advocaten der Parteien können kostenfreie Einsicht von den im Prozeß gemachten Vorlagen im Secretariat nehmen.

Die Stücke dürfen nicht aus dem Secretariat entfernt werden, es sei denn, daß sie zugleich im Original vorhanden sind, oder daß die Gegenpartei einwilligt.

Art. 9.

Wird das eine oder das andere Stück entfernt, so muß die Empfangsbescheinigung, welche der Advocat unterzeichnet, zugleich dessen Verpflichtung enthalten, dasselbe binnen einer Frist, welche nicht über acht Tage dauern darf, zurückzugeben. Nach Ablauf dieser Frist kann das Comité für Streitfachen den Advocaten persönlich zu wenigstens zehn Francs Schadenersatz für jeden Tag weiterer Säumnis verurtheilen und sogar den Personalarrest desselben verordnen.

Art. 10.

In keinem Falle werden durch solche Mittheilungen die Fristen zur Eingabe oder Signification der Gesuche aufgehalten.

Art. 11.

Der Recurs an den Staatsrath gegen die Entscheidung einer Behörde, welche zu seinem Ressort gehört, ist nicht mehr annehmbar nach drei Monaten von dem Tag an, wo diese Entscheidung notificirt worden ist.

Il ne pourra y avoir plus de deux requêtes de la part de chaque partie, y comprise la requête introductive.

Art. 7.

Lorsque l'arrêt sera poursuivi contre plusieurs parties, dont les unes auraient fourni leurs défenses et les autres seraient en défaut de les fournir, il sera statué à l'égard de toutes par une seule et même décision.

Art. 8.

Les avocats des parties pourront prendre communication, sans frais, des productions de l'instance au secrétariat.

Les pièces ne pourront être déplacées du secrétariat, si ce n'est qu'il y en ait minute, ou que la partie adverse y consente.

Art. 9.

Lorsqu'il y aura déplacement des pièces, le récépissé, signé de l'avocat, portera son obligation de les rendre dans un délai qui ne pourra excéder huit jours; et après ce délai expiré, le comité du contentieux pourra condamner l'avocat personnellement à dix francs au moins de dommages et intérêts par chaque jour de retard, et même ordonner qu'il sera contraint par corps.

Art. 10.

Dans aucun cas, les délais pour fournir ou signifier requête, ne seront prolongés par l'effet des communications.

Art. 11.

Le recours au Conseil d'État contre la décision d'une autorité qui y ressortit, ne sera plus recevable après trois mois du jour où cette décision aura été notifiée.

1. Beilage zur Nr. 14.

Art. 12.

Dieser Recurs wird vorgängig binnen derselben Frist und bei Strafe des Rechtsverlustes den Parteien in der Weise mitgetheilt, wie im Art. 4 dieses Beschlusses vorgeschrieben ist.

Art. 13.

Diejenigen, welche außerhalb des Großherzogthums wohnen, haben über die in den beiden vorstehenden Artikeln erwähnte Frist von drei Monaten hinaus noch einen Monat weiter.

Art. 14.

Wird es nach der Prüfung einer Angelegenheit angemessen befunden zu verordnen, daß Thatsachen oder Schriften untersucht oder daß eine Partei verhört werde, so verordnet das Comité für Streitfachen die Absendung eines vom Präsidenten aus seinen Mitgliedern zu ernennenden Commissärs oder erteilt die Commission an Ort und Stelle, und regulirt die Form, in welcher bei diesen Instructions-Handlungen zu verfahren ist.

Art. 15.

Zu allen Fällen, wo die Fristen nicht durch den gegenwärtigen Beschluß festgesetzt sind, werden dieselben durch Verordnung des Präsidenten bestimmt.

Section II.

Besondere Bestimmungen über die Streitfachen, welche von Seiten der Regierung eingeführt werden.

Art. 16.

In den Streitfachen, welche beim Staatsrath von Seiten der Regierung eingeführt werden, wird in der gewöhnlichen administrativen Form der Partei Nachricht gegeben, daß durch Vermittelung des Präsidenten die gelieferten Memoiren und sonstigen Schriften im Secretariat abgegeben sind, damit sie in der durch die Art. 8 und 9 vorgeschriebenen Weise Kenntniß nehmen und

Art. 12.

Ce recours est communiqué préalablement dans le même délai, sous peine de déchéance, aux parties intéressées, dans la forme prescrite à l'art. 4 du présent arrêté.

Art. 13.

Ceux qui demeurent hors du Grand-Duché, auront, outre le délai de trois mois énoncé dans les deux articles précédents, un mois en sus.

Art. 14.

Si, d'après l'examen d'une affaire, il y a lieu d'ordonner que des faits ou des écritures soient vérifiés, ou qu'une partie soit interrogée, le comité du contentieux ordonnera l'envoi d'un commissaire à désigner par le président parmi ses membres, ou mettra sur les lieux et règlera la forme dans laquelle il sera procédé à ces actes d'instruction.

Art. 15.

Dans tous les cas où les délais ne sont pas fixés par le présent arrêté, ils seront déterminés par ordonnance du président.

SECTION II.

Dispositions particulières aux affaires contentieuses introduites de la part du Gouvernement.

Art. 16.

Dans les affaires contentieuses introduites au Conseil de la part du Gouvernement, il sera donné, dans la forme administrative ordinaire, avis à la partie intéressée de la remise faite au secrétariat par l'intermédiaire du président, des mémoires et pièces fournis, afin qu'elle puisse prendre communica-

innerhalb der reglementsmäßigen Frist ihre Antwort eingeben könne.

Art. 17.

Wenn in den Sachen, in welchen die Interessen der Regierung der einer Partei entgegenge-
setzt sind, der Prozeß von Seiten dieser Partei
eingeführt ist, so gilt die vom Präsidenten aus-
gegangene Nachricht von der im Secretariat des
Staatsrathes geschehenen Hinterlegung des Ge-
suches und seinen Anlagen als Notification an
die Beamten der Regierung. Dasselbe findet bei
der weiteren Instruction Statt.

Kapitel II.

Von den etwaigen Zwischenfällen bei der
Instruction.

§ 1. — Von den Incidentgesuchen.

Art. 18.

Die Incidentgesuche werden in Form eines
summarischen Gesuches vorgebracht; und dieses
wird im Secretariat hinterlegt, nachdem es der
betreffenden Partei, welche darauf binnen drei
Tagen nach der Signification oder binnen einer
anderen zu bestimmenden kurzen Frist zu antwor-
ten hat, mitgetheilt worden ist.

Art. 19.

Die Incidentgesuche werden der Hauptklage bei-
gefügt und mit dieser zugleich durch ein und
dasselbe Urtheil entscheiden.

Sollten indessen die Umstände eine vorläufige
und dringende Verfügung erfordern, so berichtet
hierüber ein hierzu vom Präsidenten bestelltes
Mitglied des Comites in dessen nächster Sitzung,
woraus dieses das Geeigente verfügt.

§ 2. — Von der Einschreibung zur
Fälschungsklage.

Art. 20.

Im Fall die Einschreibung zur Fälschungsklage

tion dans la forme prescrite par les articles 8 et 9, et
fournir ses réponses dans le délai du règlement.

Art. 17.

Lorsque dans les affaires où le Gouvernement a
des intérêts opposés à ceux d'une partie, l'instance
est introduite à la requête de cette partie, l'avis
par le président du dépôt qui sera fait au secréta-
riat du Conseil, de la requête et des pièces, vaudra
notification aux agents du Gouvernement; il en sera
de même pour la suite de l'instruction.

CHAPITRE II.

*Des incidents qui peuvent survenir pendant l'in-
struction d'une affaire.*

§ 1^{er}. — Des demandes incidentes.

Art. 18.

Les demandes incidentes seront formées par
une requête sommaire qui sera déposée au secréta-
riat, après avoir été communiquée à la partie inté-
ressée pour y répondre dans les trois jours de la
signification ou autre bref délai qui sera déterminé.

Art. 19.

Les demandes incidentes seront jointes au prin-
cipal pour y être statué par une seule et même dé-
cision.

S'il y avait lieu néanmoins à quelque disposition
provisoire et urgente, le rapport en sera fait par
un de ses membres à ce commis par le président,
à la prochaine séance du comité, pour y être pour-
vu par celui-ci ainsi qu'il appartiendra.

§ 2. — De l'inscription de faux.

Art. 20.

Dans le cas de demande en inscription de faux

gegen ein vorgelegtes Schriftstück begehrt wird, bestimmt das Comité eine Frist, binnen welcher die Partei, welche es vorgelegt hat, erklären muß, ob sie sich desselben zu bedienen gedenkt.

Wenn die Partei dieser Verfügung nicht nachkommt, oder wenn sie erklärt, sich des Schriftstückes nicht bedienen zu wollen, so wird dasselbe verworfen.

Erklärt aber die Partei, daß sie sich der Schrift bedienen will, so verfügt das Comité auf den Bericht eines vom Präsidenten zu bestellenden Mitgliedes und verordnet entweder die Aussetzung der Entscheidung der Hauptsache, bis das competente Gericht über die Fälschung erkannt hat, oder erteilt das definitive Urtheil, wenn dasselbe nicht von dem in Zweifel gezogenen Schriftstück abhängig ist.

§ 3. — Von der Intervention.

Art. 21.

Die Intervention wird durch ein Gesuch vorgebracht, welches den Parteien mitgetheilt wird zur Beantwortung binnen einer vom Präsidenten des Comites zu bestimmenden Frist. Doch kann die Entscheidung der instruirten Hauptsache durch eine Intervention nicht verzögert werden.

§ 4. — Von der Wiederaufnahme des Prozesses und der Bestellung eines neuen Advocaten.

Art. 22.

In den Sachen, welche nicht spruchreif sind, wird das Verfahren suspendirt, wenn der Tod einer der Parteien notificirt wird, oder schon durch die einfache Thatfache, daß ihr Advocat gestorben, entlassen, interdicirt oder abgesetzt ist.

Diese Suspension dauert, bis die Aufforderung zur Fortsetzung des Prozesses oder zur Bestellung eines Advocaten erfolgt.

Art. 23.

In keinem der im vorstehenden Artikel genann-

contre une pièce produite, le comité fixe le délai dans lequel la partie qui l'a produite sera tenue de déclarer si elle entend s'en servir.

Si la partie ne satisfait pas à cette ordonnance, ou si elle déclare qu'elle n'entend pas se servir de la pièce, ladite pièce sera rejetée.

Si la partie fait la déclaration qu'elle entend se servir de la pièce, le comité statuera sur le rapport d'un de ses membres à commettre par le président, en ordonnant qu'il sera sursis à la décision de l'instance principale jusqu'après le jugement du faux par le tribunal compétent, soit en prononçant la décision définitive, si elle ne dépend pas de la pièce arguée de faux.

§ 8. — De l'intervention.

Art. 21.

L'intervention sera formée par une requête qui sera communiquée aux parties, pour y répondre dans le délai qui sera fixé par le président du comité; néanmoins la décision de l'affaire principale qui serait instruite, ne pourra être retardée par une intervention.

§ 4. — Des reprises d'instance et constitution de nouvel avocat.

Art. 22.

Dans les affaires qui ne seront point en état d'être jugées, la procédure sera suspendue par la notification du décès de l'une des parties ou par le seul fait du décès, de la démission, de l'interdiction ou de la destitution de son avocat.

Cette suspension durera jusqu'à la mise en demeure pour reprendre l'instance ou constituer avocat.

Art. 23.

Dans aucun des cas énoncés en l'article précé-

ten Fälle kann die Aburtheilung einer spruchreifen Sache aufgeschoben werden.

Art. 24.

Wenn eine Partei ihren Advocaten entläßt ohne zugleich einen anderen zu bestellen, so ist dies ohne Wirkung für den Gegner.

§ 5. — Von der Mißbilligung.

Art. 25.

Wenn eine Partei eine Mißbilligung vorbringt in Bezug auf Acte, oder prozeßualische Handlungen, welche in ihrem Namen anderswo, als im Staatsrath geschehen sind, und welche auf die Entscheidung der bei dem letzteren eingebrachten Sache von Einfluß sein können, so muß ihr Gesuch den andern Parteien mitgetheilt werden. Ist das Comité der Ansicht, daß die Mißbilligung eine Instruction verdient, so verweist es die Instruction und das Urtheil vor die zuständigen Richter, damit dieselben innerhalb der zu bestimmenden Frist darüber verfügen.

Nach Ablauf dieser Frist wird, entweder auf das erfolgte Urtheil über die Mißbilligung oder in Ermangelung desselben, zum Bericht in der Hauptsache übergegangen.

Art. 26.

Bezieht sich die Mißbilligung auf Acte, oder prozeßualische Handlungen, welche im Staatsrath geschehen sind, so wird gegen den Advocaten summarisch und in den vom Präsidenten bestimmten Fristen verfahren.

Kapitel III.

§ 1. — Von den Entscheidungen des Comités für Streitsachen.

Art. 27.

Das Comité für Streitsachen faßt seine Urtheile auf den Bericht eines seiner Mitglieder, welches vom Präsidenten zu bestellen ist.

Seine Urtheile müssen die Namen und Eigen-

dent, la décision d'une affaire en état ne sera différée.

Art. 24.

L'acte de révocation d'un avocat par la partie est sans effet pour la partie adverse, s'il ne contient pas la constitution d'un autre avocat.

§ 5. — Du désaveu.

Art. 25.

Si une partie veut former un désaveu relativement à des actes ou procédures faits en son nom ailleurs qu'au Conseil d'État, et qui peuvent influer sur la décision de la cause qui y est portée, sa demande devra être communiquée aux autres parties. Si le comité estime que le désaveu mérite d'être instruit, il renverra l'instruction et le jugement devant les juges compétents pour y être statué dans le délai qui sera réglé.

A l'expiration de ce délai, il sera passé outre au rapport de l'affaire principale sur le vu du jugement du désaveu, ou faute de le rapporter.

Art. 26.

Si le désaveu est relatif à des actes ou procédures faits au Conseil d'État, il sera procédé contre l'avocat sommairement, et dans les délais fixés par le président.

CHAPITRE III.

§ 1^{er}. — Des décisions du comité du contentieux.

Art. 27.

Le comité du contentieux prend ses décisions sur le rapport d'un de ses membres à commettre par le président.

Ses décisions contiendront les noms et qualités

schaften der Parteien, ihre Anträge und die Erwähnung der Einsicht der hauptsächlichsten Schriftstücke enthalten.

Art. 28.

Sie werden gegen eine Partei nicht eher in Vollzug gesetzt, als bis sie vorher dem Advocaten beim Staatsrath, welcher für sie aufgetreten ist, mitgetheilt worden.

§ 2. — Von der Opposition gegen Contumazial-Urtheile.

Art. 29.

Gegen die vom Comité für Streitsachen genommenen Contumazial-Urtheile ist die Opposition zulässig. Diese Opposition hat keine suspensive Wirkung, wenn nicht das Gegentheil verordnet wird.

Sie muß binnen der Frist von drei Monaten von dem Tage an vorgebracht werden, wo das Contumazial-Urtheil notificirt worden ist. Nach dieser Frist wird die Opposition nicht mehr angenommen.

Art. 30.

Das Comité entscheidet auf den Bericht eines seiner Mitglieder, welches der Präsident bestellt, ob die Opposition angenommen werden soll oder nicht, und setzt nach den Umständen die Parteien in denselben Stand, in dem sie sich vorher befanden.

Die Entscheidung, durch welche die Opposition zugelassen ist, wird binnen acht Tagen vom Tage dieser Entscheidung an dem Advocaten der andern Partei significirt.

Art. 31.

Die Opposition einer Partei, welche unterlegen hat gegen ein Urtheil, welches contradictorisch mit einer andern Partei, die dasselbe Interesse hat, erfolgt ist, kann nicht zugelassen werden.

des parties, leurs conclusions et le vu des pièces principales.

Art. 28.

Elles ne seront mises à exécution contre une partie qu'après avoir été préalablement signifiées à l'avocat au conseil qui aura occupé pour elle.

§ 2. — De l'opposition aux décisions rendues par défaut.

Art. 29.

Les décisions du comité du contentieux rendues par défaut sont susceptibles d'opposition. Cette opposition ne sera point suspensive, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné.

Elle devra être formée dans le délai de trois mois à compter du jour où la décision par défaut aura été notifiée : après ce délai, l'opposition ne sera plus recevable.

Art. 30.

Le comité, sur le rapport d'un de ses membres à commettre par le président, décide si l'opposition doit être reçue; il remettra, s'il y a lieu, les parties dans le même état où elles étaient auparavant.

La décision qui aura admis l'opposition, sera signifiée dans la huitaine, à compter du jour de cette décision, à l'avocat de l'autre partie.

Art. 31.

L'opposition d'une partie défaillante à une décision rendue contradictoirement avec une autre partie ayant le même intérêt, ne sera pas recevable.

§ 3. — Vom Recurs gegen contradictorische Urtheile.

Art. 32.

Den Advocaten bei Unserm Staatsrath ist es bei Geldstrafe, und im Wiederholungsfalle bei Suspension und Absetzung, verboten, gegen ein contradictorisches Urtheil ein Recursgesuch vorzubringen, ausgenommen in zwei Fällen, nämlich wenn das Urtheil auf den Grund falscher Schriftstücke erfolgt ist;

wenn die Partie verurtheilt worden ist, weil sie ein entscheidendes Schriftstück nicht vorgelegt hat, welches von ihrem Gegner zurückgehalten wurde.

Art. 33.

Der Recurs muß binnen derselben Frist vorgebracht und in derselben Weise zugelassen werden, wie die Opposition gegen ein Contumazial-Urtheil.

Art. 34.

Wenn der Recurs gegen ein contradictorisches Urtheil in demselben Jahre Statt findet, wo dieses erfolgt ist, so geschieht die Mittheilung entweder an den Gegner oder in der Wohnung des Advocaten, welcher für ihn gehandelt hat, und welcher ihn auch bei diesem Recurs zu vertreten hat, ohne daß es einer neuen Vollmacht bedarf.

Art. 35.

Findet der Recurs erst nach einem Jahre seit dem Urtheil Statt, so geschieht die Mittheilung an die Parteien in Person oder in deren Wohnung, zur Beantwortung in der reglementsmäßigen Zeitfrist.

Art. 36.

Ist einmal ein Recurs gegen ein contradictorisches Urtheil vorgebracht worden, so ist ein zweiter Recurs gegen dasselbe Urtheil nicht statthaft. Der Advocat, welcher das Recursgesuch ein-

§ 3. — Du recours contre les décisions contradictoires.

Art. 32.

Défenses sont faites, sous peine d'amende, et même, en cas de récidive, sous peine de suspension ou de destitution, aux avocats en notre Conseil d'État, de présenter requête en recours contre une décision contradictoire, si ce n'est en deux cas :

Si elle a été rendue sur pièces fausses ;

Si la partie a été condamnée faute de représenter une pièce décisive qui était retenue par son adversaire.

Art. 33.

Le recours devra être formé dans le même délai, et admis de la même manière que l'opposition à une décision par défaut.

Art. 34.

Lorsque le recours contre une décision contradictoire a lieu dans le cours de l'année où elle avait été rendue, la communication sera faite, soit au défendeur, soit au domicile de l'avocat qui a occupé pour lui, et qui est tenu d'occuper sur ce recours, sans qu'il soit besoin d'un nouveau pouvoir.

Art. 35.

Si le recours n'a lieu qu'après l'année depuis la décision, la communication sera faite aux parties à personne ou domicile, pour y fournir réponse dans le délai du règlement.

Art. 36.

Lorsqu'il aura été statué sur un premier recours contre une décision contradictoire, un second recours contre la même décision ne sera pas recevable.

bringt, wird mit einer der im Art. 32 angedrohten Strafen belegt.

§ 4. — Von der Drittopposition.

Art. 37.

Diejenigen, welche Opposition gegen ein vom Staatsrath in Streitfachen ergangenes Urtheil einlegen wollen, zu welchem weder sie, noch diejenigen, welche sie repräsentiren, vorgeladen sind; können dies nur mittels eines Gesuches in gewöhnlicher Form thun; und es wird, nachdem dasselbe im Secretariat des Staatsrathes hinterlegt ist, in Gemäßheit der Bestimmungen des Tit. 1 verfahren.

Art. 38.

Die Partei, welche mit ihrer Drittopposition unterliegt, wird in eine Geldbuße von hundert fünfzig Francs verurtheilt, unbeschadet des der Partei etwa zustehenden Schadenersatzes.

Art. 39.

Die obigen Artikel 34 und 35, welche den Recurs gegen contradictorische Urtheile betreffen, sind auch auf die Dritt-Opposition anzuwenden.

Art. 40.

Wenn eine Partei glaubt, durch eine Entscheidung Unfers Staatsrathes in einer nicht streitigen Angelegenheit in ihren Rechten oder ihrem Eigenthum verletzt zu sein, so kann sie sich mit einem Gesuch an Uns wenden, worauf die Sache, nachdem Uns darüber berichtet worden, nach den Umständen an Unsern Staatsrath Behufs neuer Berathung mitgetheilt wird.

§ 5. — Von den Kosten.

Art. 41.

Sind in einem Prozesse mehrere Parteien vorhanden, so wird diejenige, welche unterliegt, den andern gegenüber in die Kosten verurtheilt. Die Kosten können unter den respective unterliegenden Parteien compensirt werden.

L'avocat qui aurait présenté la requête, sera puni de l'une des peines énoncées en l'article 32.

§ 4. — De la tierce opposition.

Art. 37.

Ceux qui voudront s'opposer à des décisions du Conseil d'État rendues en matière contentieuse, et lors desquelles ni eux ni ceux qu'ils représentent n'ont été appelés, ne pourront former leur opposition que par requête en la forme ordinaire; et sur le dépôt qui en sera fait au secrétariat du Conseil, il sera procédé conformément aux dispositions du titre 1^{er}.

Art. 38.

La partie qui succombe dans sa tierce opposition, sera condamnée à cent cinquante francs d'amende, sans préjudice des dommages-intérêts de la partie, s'il y a lieu.

Art. 39.

Les articles 34 et 35 ci-dessus, concernant les recours contre les décisions contradictoires, sont communs à la tierce opposition.

Art. 40.

Lorsqu'une partie se croira lésée dans ses droits ou sa propriété par l'effet d'une décision de notre Conseil d'État rendue en matière non contentieuse, elle pourra Nous présenter une requête pour, sur le rapport qui Nous en sera fait, être l'affaire renvoyée, s'il y a lieu, à Notre dit Conseil d'État, à fin de délibération nouvelle.

§ 5. — Des dépens.

Art. 41.

S'il y a plus d'une partie dans l'instance, celle qui succombe est condamnée aux dépens envers les autres: les dépens peuvent être compensés entre les parties qui succombent respectivement.

Einstweilen bis zu definitiver Verfügung werden die Kosten nach dem Tarif regulirt, welcher diesem Reglement beigelegt ist und einen integrierenden Theil desselben bildet.

Art. 42.

Bei der Liquidation der Reisekosten werden keine Reise-, Aufenthalts- oder Rückreisefkosten der Parteien und keine Reisekosten eines Gerichtsvollziehers über einen Tag hinaus berechnet.

Art. 43.

Die Liquidation der Kosten geschieht nach dem Tarif vom Präsidenten, oder, wenn Opposition gegen die Taxirung gemacht ist, vom Comité.

Kapitel IV.

§ 1. — Von den Advokaten beim Staatsrath.

Art. 44.

Die Advokaten bei Unserm Staatsrath, welche in Gemäßheit des Art. 9 Unserer Verordnung vom 28. Juni 1857 ernannt sind, haben das ausschließliche Recht, alle Instructions- und Prozeßhandlungen vor dem Comité für Streitsachen vorzunehmen.

Art. 45.

Bei der Taxirung wird der Druck eines Memoirs nicht zugelassen.

Die Schriften sind auf die Anzahl Rollen zu beschränken, welche zur Instruction des Prozeßes genügend erachtet wird.

Art. 46.

Die Gesuche und Memoiren sind correct und leserlich, und zwar nur en demi-grosse zu schreiben. Jede Rolle muß wenigstens fünfzig Zeilen und jede Zeile wenigstens zwölf Sylben enthalten. Wenn nicht, so wird jede Rolle, in welcher sich weniger Zeilen und Sylben befinden, ganz gestrichen, und der Advokat ist verpflichtet zurückzahlen, was ihm für diese Rollen entrichtet worden ist.

En attendant qu'il y soit pourvu définitivement, les dépens et frais sont réglés par le tarif qui se trouve annexé au présent règlement et en fait provisoirement partie intégrante.

Art. 42.

Il ne sera employé dans la liquidation des dépens aucuns frais de voyage, séjour ou retour des parties, ni aucuns frais de voyage d'huissier au delà d'une journée.

Art. 43.

La liquidation des dépens est faite, d'après le tarif, par le président, ou par le comité, s'il y a opposition à la taxe.

CHAPITRE IV.

§ 1^{er}. — Des avocats au conseil.

Art. 44.

Les avocats en Notre Conseil d'État, nommés en conformité de l'article 9 de Notre ordonnance du 28 juin 1857, auront le droit exclusif de faire tous actes d'instruction et de procédure devant le comité du contentieux.

Art. 45.

L'impression d'aucun mémoire ne passera en taxe.

Les écritures seront réduites au nombre de rôles qui sera réputé suffisant pour l'instruction de l'instance.

Art. 46.

Les requêtes et mémoires seront écrits correctement et lisiblement en demi-grosse seulement; chaque rôle contiendra au moins cinquante lignes, et chaque ligne douze syllabes au moins: sinon, chaque rôle où il se trouvera moins de lignes et de syllabes, sera rayé en entier, et l'avocat sera tenu de restituer ce qui lui aurait été payé à raison de ces rôles.

2. Beilage zur Nr. 14.

Art. 47.

Die zu significirenden Abschriften der Gesuche und Memoiren sind leserlich und correct zu schreiben. Sie müssen dem Original gleichlauten, und der Advokat ist dafür verantwortlich.

Art. 48.

Die Schriften der Parteien, welche von den Advocaten beim Staatsrath unterzeichnet werden, müssen auf Stempel geschrieben sein.

Die von den Parteien vorgebrachten Schriften sind der Einregistrierung nicht unterworfen, mit Ausnahme der Gerichtsvollzieheracte, für welche eine fixe Gebühr von einem Franc von jedem erhoben wird.

Doch wollen Wir hiermit keinesweges die bei Unserem Staatsrath vorgelegten Schriftstücke von den Einregistrierungs-Gebühren befreien, zu welchen sie bei einem anderweitigen Gebrauche Veranlassung geben.

Ebenso wenig wollen Wir von den Einregistrierungs-Gebühren die bei Unserem Staatsrath vorgelegten Schriftstücke befreien, welche ihrer Gattung nach der Einregistrierung binnen einer vorgeschriebenen Frist unterworfen sind.

Art. 49.

Die Advocaten beim Staatsrath sollen nach den Umständen mit einer der oben genannten Strafen belegt werden, wenn sie den Reglements zuwiderhandeln, namentlich, wenn sie solche Sachen als Streitsachen vorbringen, die es nicht sind, oder wenn sie bei Unserem Staatsrath Sachen einführen, welche zur Competenz einer andern Behörde gehören.

Art. 50.

Die Advocaten beim Staatsrathe haben in der Sitzung des Comites für Streitsachen in die Hände des Präsidenten des Staatsrathes den Eid zu leisten.

§ 2. — Von den Gerichtsvollziehern beim Staatsrath.

Art. 51.

Die Significationen eines Advocaten an den

Art. 47.

Les copies signifiées des requêtes et mémoires ou autres actes, seront écrites lisiblement et correctement; elles seront conformes aux originaux, et l'avocat en sera responsable.

Art. 48.

Les écritures des parties, signées par les avocats au Conseil, seront sur papier timbré.

Les pièces par elles produites ne seront point sujettes au droit d'enregistrement, à l'exception des exploits d'huissier, pour chacun desquels il sera perçu un droit fixe d'un franc.

N'entendons néanmoins dispenser les pièces produites devant Notre Conseil d'État, des droits d'enregistrement auxquels l'usage qui en serait fait ailleurs pourrait donner ouverture.

N'entendons pareillement dispenser du droit d'enregistrement, les pièces produites devant Notre Conseil d'État, qui, par leur nature, sont soumises à l'enregistrement dans un délai fixe.

Art. 49.

Les avocats au Conseil seront, suivant les circonstances, punis de l'une des peines ci-dessus, dans le cas de contravention aux règlements, et notamment s'ils présentent comme contentieuses des affaires qui ne le seraient pas, ou s'ils portent en Notre Conseil d'État des affaires qui seraient de la compétence d'une autre autorité.

Art. 50.

Les avocats au Conseil prêteront serment en séance du comité du contentieux, entre les mains du président du Conseil.

§ 2. — Des huissiers au Conseil.

Art. 51.

Les significations d'avocat à avocat et celles aux

andern, oder diejenigen an die Parteien, welche ihre Wohnung in der Stadt und im Canton Luxemburg haben, geschehen durch die Audienz-Gerichtsvollzieher des Staatsrathes.

Art. 52.

Gegenwärtiger Beschluß soll in das Memorial eingerückt werden.

Haag, den 24. April 1858.

Für den König-Großherzog:
Dessen Statthalter im Großherzogthum,
Heinrich,
Prinz der Niederlande.

Die Mitglieder der Regierung,
Simon, Staatsminister.
Wirth-Paquet, Gen.-Director des Innern.
G. Augustin, Gen.-Direkt. der Justiz u. der Finanzen.

Tarif

der Kosten und Gebühren in Streitsachen beim Staatsrath.

I. Advokaten-Kosten.

1. Für Brief- und Paket-Porto, wenn die Partei im Großherzogthum, jedoch nicht zu Luxemburg wohnt. Fr. 10 "
Wenn sie an irgend einem andern Ort wohnt. 15 "
2. Consultations-Gebühr. 10 "
3. Für Präsentation oder Hinterlegung u. Einregistrierung. 6 "
4. Für Communication. 3 "
5. Für jede Rolle des Gesuches, welches dem Staatsrath vorgelegt wird und 25 Zeilen auf der Seite und zwölf Sylben in der Zeile enthält. 2 "
6. Reinschrift der Rolle. " 50
7. Abschrift des Gesuches, die Rolle. " 25
8. Für das persönliche Erscheinen des Advokaten in der Sitzung des Comités für Streitsachen oder bei einem Verhörs-Protokoll, oder wo dasselbe sonst im Prozesse vorkommen kann. 3 "

parties ayant leur demeure dans la ville et le canton de Luxembourg, seront faites par des huissiers audienciers du Conseil.

Art. 52.

Le présent arrêté sera inséré au Mémorial.

La Haye, le 24 avril 1858.

Pour le Roi Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant dans le Grand-Duché,

HENRI,
PRINCE DES PAYS-BAS.

Les membres du Gouvernement:
SIMONS, Ministre d'Etat, Prés.
WURTH-PAQUET, Dir.-gén. de l'int.
G. AUGUSTIN, Directeur-gén. de la justice et des finances.

Par le Prince:
Le Secrétaire,
G. D'OLIMART.

TARIF

des dépens et frais en matière contentieuse au Conseil d'Etat.

I. DÉPENS D'AVOCAT.

1. Pour frais de ports de lettres et paquets, lorsque la partie demeure dans le Grand-Duché, ailleurs qu'à Luxembourg. fr. 10 "
Lorsqu'elle demeure dans tout autre lieu. 15 "
2. Le droit de consultation. 10 "
3. Le droit de présentation ou de dépôt et enregistrement. 6 "
4. Le droit de communication. 3 "
5. Chaque rôle des requêtes présentées au Conseil contenant 25 lignes à la page et douze syllabes à la ligne. 2 "
6. Le mis au net par rôle. " 50
7. La copie desdites requêtes, chaque rôle. " 25
8. Pour la comparution d'un avocat à la séance du comité du contentieux ou à un procès-verbal d'interrogatoire et autres qui peuvent être faits dans le cours de l'instance. 3 "

9. Die Abschrift der dem Advokaten signifizirten König-Großherzoglichen Verordnung jede Rolle.	" 50	9. Pour la copie de l'ordonnance royale grand-ducale signifiée aux avocats de l'instance, chaque rôle.	" 50
10. Für jede Signification eines Gesuches oder einer Verordnung im Laufe des Prozesses	1 "	10. Chaque signification de requête ou d'ordonnance pendant le cours de l'instance	1 "
11. Für Vacation oder Zurücknahme der im Prozesse vorgelegten Stücke aus der Gerichtsschreiberei nach Entscheidung des Prozesses	3 "	11. La vacation ou retrait du greffe des productions de l'instance après le jugement d'icelle.	3 "
12. Die Aufstellung jedes in der Taxe passirten Artikels	" 25	12. Le dressé de chaque article passé en taxe	" 25
Die ungebührlich getrennten Artikel, welche der Taxator vereinigt, werden nur für einen einzigen Artikel gerechnet.		Les articles indûment divisés dont le taxateur fait la réunion ne sont comptés que pour un seul article.	
13. Die Vacation nach der Taxe.	4 "	13. La vacation à la taxe	4 "
II. Gerichtsschreiberei-Gebühren.			
14. Für Einregistrierung jedes Gesuches in der Gerichtsschreiberei.	4 "	14. Pour l'enregistrement de chaque requête au greffe.	4 "
15. Für Ausfertigung einer Verordnung des Präsidenten des Comites für Streitsachen, wenn sie nicht in der Ernennung eines Berichterstatters besteht, welche weder ausgefertigt noch notificirt werden kann, so wie einer Verordnung des Comites, die unter Nr 17 erwähnten ausgenommen.	4 "	15. L'expédition des ordonnances du président du comité du contentieux autres que celles de nomination d'un rapporteur qui ne peuvent être expédiées ni notifiées, et des ordonnances du comité, même autres que celles mentionnées au n° 17 ci-après.	4 "
16. Für jede vom Gerichtsschreiber ausgestellte Bescheinigung.	4 "	16. Tout certificat délivré par le greffier.	4 "
17. Für Ausbändigung einer König-Großherzoglichen Verordnung, einschließlich aller Ausfertigungs-Gebühren.	12 "	17. La délivrance d'une ordonnance royale grand-ducale, tous frais d'expédition compris	12 "
18. Für Ausfertigung der Kosten-Execution	4 "	18. L'expédition de l'exécutoire des dépens.	4 "
19. Für jede Rolle irgend einer Expedition in der Gerichtsschreiberei, zu fünf und zwanzig Zeilen auf der Seite und zwölf Sylben in der Zeile	" 50	19. Chaque rôle d'expédition du greffe, de quelque nature qu'elle soit, à raison de vingt-cinq lignes à la page et de douze syllabes à la ligne	" 50
20. Die Zurücknahme der Schriftstücke.	4 "	20. Le retrait des pièces	4 "